

RAPPORT DE LA RENCONTRE DU 30 OCTOBRE 2020

Exposé « La justice climatique et la justice sociale : Le rôle du MÉPACQ »

La présentation se déroule en deux temps. La première partie est présentée par Vincent Greason et expose le parcours historique du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ). La seconde partie donne la parole à Josée Harnois et porte plus spécifiquement sur les pratiques d'éducation populaire autonome au niveau de la justice climatique et de la justice sociale dans les régions du Québec.

Il est à noter que le document PowerPoint utilisé pour faire la présentation sera ultérieurement envoyé aux participants.

1. Présentation de Vincent Greason

Introduction

L'histoire du MÉPACQ peut être décrite en deux phases. La première, de 1980 à 2000, a été marquée par la recherche de la reconnaissance et du financement. La deuxième phase, celle qui s'est déroulée de 2000 à 2020, a pour sa part davantage été tournée vers les luttes sociales. Issu de la volonté des groupes populaires de se regrouper autour de la notion de l'Éducation populaire autonome (ÉPA), le MÉPACQ a été mis sur pied en 1973 et compte aujourd'hui 11 regroupements régionaux en plus d'un secrétariat national.

Cette histoire s'inscrit dans le contexte général de l'évolution du milieu populaire / communautaire du Québec que l'on pourrait résumer comme suit :

- Années 60 - Émergence des groupes de résistance citoyens;
- Années 70 – Émergence des groupes populaires;
- Années 80 – Émergence des groupes pour remplacer des services publics supprimés, des groupes populationnels et d'employabilité;

- Années 90 – Explosion du nombre de groupes suite à la création du Ministère de la Santé et des Services Sociaux où professionnalisation et partenariat ont été à l'honneur.

Phase I : Reconnaissance et financement de 1980 à 2000

Dans la première phase de développement du MÉPACQ, on identifie deux démarches qui se déroulent en parallèle, celle de l'ÉPA, qui se joue sur le terrain des États généraux sur l'éducation, et celle de l'Action communautaire autonome (ACA) qui elle se déroule sur le terrain des travaux en vue d'une Politique gouvernementale de reconnaissance de l'action communautaire (PRAC).

La lutte du MÉPACQ auprès du Ministère de l'éducation du Québec est demeuré lettre morte. Toutefois, un gain a été obtenu à l'issue de la lutte concernant l'ACA et qui s'est soldé par la mise sur pied de la Politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire (PRAC) en 2001.

Phase II : Les luttes sociales de 2000 à 2020

Lors d'un Congrès d'orientation (2000), le MÉPACQ se redéfinit. Le mouvement porte deux champs d'intervention : 1- Les luttes sociales et 2- La lutte pour obtenir le financement de ses membres afin de pouvoir faire des luttes sociales.

Le congrès d'orientation (2006) quant à lui, précise que la lutte principale du mouvement sera celle d'une résistance au néolibéralisme dans toutes ses formes.

C'est ainsi que plusieurs luttes sont menées par le MÉPACQ, comme en témoignent ces quelques exemples :

- Mobilisation du mouvement pour le Sommet des Amériques (2001, Québec);
- Positionnement en opposition à l'ATI (2013), l'approche gouvernementale de lutte à la pauvreté;
- Implication active à la campagne « Engagez-vous pour le communautaire » (2015);
- Outils et formation sur le racisme (2018).

Le soutien des communautés religieuses

Qualifiée de constante et fidèle, la relation entre les communautés religieuses et le MÉPACQ a aussi été multifacette.

L'histoire du MÉPACQ ne saurait s'écrire sans reconnaître l'apport du « courant prophétique » (dénoncer pour annoncer) de l'Église québécoise. Outre le soutien financier, son soutien politique est tout aussi important et s'est exprimé de multiples façons dans le cadre de campagnes pour soutenir l'éducation populaire, des personnes assistées sociales, des chômeurs et des chômeuses, des mal-logés et mal-logées...

Des liens se sont créés avec des personnes remarquables qui œuvrent ou ont œuvré dans différents groupes. De même, on souligne l'apport de nombreux lieux de formation et d'outils d'information de qualité.

2. Présentation de Josée Harnois : De la Justice sociale à la Justice climatique

Évolution de la question environnementale au sein du MÉPACQ

La première apparition d'une préoccupation d'ordre environnementale dans les actions et revendications du MÉPACQ se retrouve dans le [Cadre de référence pour un projet de société de 1992](#) où on peut trouver une revendication pour « Un environnement sain ».

Par la suite, la prise de position formelle du MÉPACQ en 2006 contre la mondialisation néolibérale ouvrira la porte aux questions environnementales et c'est en 2007 qu'arrivera l'idée de l'intégration de trois axes indissociables, soit la justice climatique, la justice sociale et la lutte à la pauvreté.

Entre 2010 et 2020, la préoccupation pour l'environnement prend de l'importance. C'est dans cette période que le MÉPACQ et ses Tables régionales produisent différents outils et ateliers d'ÉPA sur les impacts environnementaux des choix politiques, dont une vidéo produite par le Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie (ROÉPAM) qu'on nous invite à visionner :

<https://www.facebook.com/thedodosite/videos/1767221536769343>

De 2017-2018, les luttes s'élargissent. En lien avec les déplacements de populations, les questions raciales refont surface. La question autochtone devient aussi incontournable.

C'est à partir des années 2010 que le MÉPACQ et ses Tables régionales éduquent, sensibilisent, analysent et mobilisent pour exiger un projet social juste et viable. On souligne quelques événements marquants :

- 2012 : Participation à la mobilisation historique du mouvement étudiant « Carré Rouge » - 500 000 personnes;
- 23 avril 2012 : Participation massive à la marche de la Journée de la Terre à Montréal- 500 000 personnes;

- 27 septembre 2019 : Participation massive à la mobilisation mondiale face à la crise climatique -500 000 personnes à Montréal + régions;
- En 2019, le [guide d'animation « Justice sociale, Justice climatique »](#) est publié par le MÉPAC.

L'implication se précise et des luttes s'engagent un peu partout au Québec. En voici quelques exemples :

- Abitibi : GNL QC et son pipeline;
- Côte Nord : l'érosion des berges et changements climatiques;
- Outaouais : Centrale nucléaire de Chalk River et les impacts des tornades et des inondations;
- Montréal : transport collectif abordable;
- Le MÉPACQ produit un outil de visibilité sur les enjeux régionaux qu'on peut voir dans ce [tableau du MÉPACQ](#).

Justice sociale et climatique vont de pair

Lors de la sortie de Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, en septembre 2018, à l'effet que nous n'avions plus que 2 ans pour mettre en place les mesures visant à réduire la crise climatique, une déclaration commune d'urgence climatique appuyée par 200 personnalités françaises a été lancée.

Au Québec Group MOBILISATION ou [Gmob](#) (organe d'information/action indépendant ayant pour objectif d'appuyer des actions sociales concrètes et immédiates en ce qui concerne les défis actuels les plus urgents) a repris le flambeau en lançant la « Déclaration d'Urgence Climatique » (DUC), qui a été endossée par plus de 400 municipalités et autant de groupes de tous les horizons.

Le MÉPACQ et ses Tables régionales ont appuyé la DUC en 2019 et se sont aussi prononcés contre le projet GNL.

Plusieurs Tables régionales ont tenu des formations sur la crise climatique et se sont mobilisées sur le terrain avec d'autres acteurs pour interpeller les décideurs politiques.

Depuis 2020

Depuis le début de 2020, la crise climatique et sociale est devenue la priorité de plusieurs Tables régionales et du MÉPACQ ! Nous ne pourrons pas améliorer les droits humains en faisant fi des défis soulevés par cette crise qui remet en question la VIE elle-même !

C'est pourquoi le MÉPACQ :

- S'implique activement au sein du Front Commun pour la Transition Énergétique (FCTÉ) et
- Appui le [Plan d'urgence climatique](#) de la DUC qui comprend 9 chantiers de réduction des GES et 2 chantiers de résilience pour permettre aux populations de s'adapter aux bouleversements à venir, soit : 1) le système de santé et 2) la sécurité alimentaire.

Campagne à venir

Afin de remettre la crise climatique sur la sellette (la COVID ayant pris tout l'espace médiatique), le MÉPACQ est à organiser une Campagne nationale qui s'adressera à toutes les députées et tous les députés le 16 novembre prochain sous le thème : Urgence Climatique (urgence sanitaire) : « Écoutez la science, c'est Vital ! » Cette campagne s'inscrit dans la Journée d'action régionale pour la justice sociale et climatique.

S'il faut écouter la science lors d'urgence sanitaire, il faut aussi écouter la science lors d'urgence climatique car les conséquences seront probablement pires encore et... aucun vaccin ne sera disponible.

a) Pause de 5 minutes

Avant de passer à la période de question, nous prenons une courte pause.

b) Période des questions, réponses et commentaires

La rencontre a été appréciée par chacune et chacun. Des remerciements sentis sont adressés aux présentateurs, mais aussi aux militants qu'on reconnaît comme étant « les mains » des communautés religieuses.

On retrouve ci-après un aperçu des thèmes abordés via les questions et commentaires entendus.

Enjeux écologiques vs enjeux sociaux

Quelques interventions réfèrent au risque de perdre le lien avec les enjeux sociaux si on est trop branchés sur la crise climatique... On prend soin de répondre à cette préoccupation en rappelant que le MÉPACQ travaille sur 3 axes: pauvreté, démocratie et environnement et que, dans le contexte de la crise climatique, le but est toujours de transformer les conditions de vie des gens de la base, de leur permettre de comprendre les enjeux qui les affectent.

On cite en exemple les canicules de ces dernières années à Montréal qui ont fait de trop nombreux décès. On le sait : les personnes vivant en situation de pauvreté et n'ayant pas de logements climatisés ou encore, les personnes âgées sont plus durement affectées par ces températures extrêmes.

On relate aussi la tornade de 2018 dans l'Outaouais où le quartier populaire Daniel Johnson a vu 1200 logements sociaux être détruits. Deux ans après le passage de la tornade, les autorités tardaient encore à venir en aide aux personnes ayant subi les contrecoups de ce cataclysme.

La reconnaissance et le financement

On déplore les défis que rencontrent les organisations qu'on envoie au ministère de l'environnement (ayant une bien petite enveloppe), alors qu'elles travaillent avec une approche d'ÉPA.

On sait qu'un projet de mise à jour est en branle au sujet de la politique d'action communautaire autonome. Plusieurs rencontres avec d'autres grands regroupements des secteurs du communautaire ont eu lieu. La rédaction est en cours et bien qu'on ait peu de nouvelles, on a beaucoup d'espoir pour le printemps prochain, moment de sortie prévu à l'agenda.

En conclusion

On ne manque pas de redire qu'un mouvement national qui dure si longtemps est quelque chose d'exceptionnel et que cela n'aurait pas été possible sans les communautés religieuses.

Renée Ntagungira

Service de Priorités dans les dons

Conférence religieuse canadienne